



**Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
236 Bd Maréchal Leclerc
83000 TOULON**

**DANS LE CADRE DU PROJET « GREEN BAY » DU PROGRAMME MARITTIMO INTERREG POUR
LA CCI DU VAR**

**FOURNITURE ET INSTALLATION DE STRUCTURES VEGETABILISES D'OMBRE
INTEGRANT MOBILIER D'ASSISE SUR LE PORT DE TOULON COTE D'AZUR (TCA)**

REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :

LUNDI 17 NOVEMBRE 2025 A 16 H 00

Marché passé en application des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5 du code de la commande publique

Le présent Règlement de Consultation comprend 11 pages numérotées de 1 à 11 et une annexe.

Le présent marché s'inscrit dans le cadre du **projet européen GREENBAY**, financé par le programme **Interreg Italie–France Maritime 2021–2027** et porté par la **Chambre de Commerce et d'Industrie du Var** en partenariat avec la **CCI de Corse**, l'**Autorità di Sistema Portuale del Mar Ligure Orientale** et l'**Autorità di Sistema Portuale del Mar Tirreno Settentrionale**.

Les ports constituent des infrastructures essentielles au commerce et au transport maritime, mais ils sont également confrontés à des enjeux environnementaux et sociétaux majeurs. En effet, les activités portuaires peuvent avoir une incidence significative sur la qualité de l'air, de l'eau et des sols, ainsi que sur la biodiversité locale.

Le projet **GREENBAY** vise à démontrer qu'un port à passagers peut être à la fois performant, attractif et exemplaire sur le plan environnemental. Il propose une approche intégrée permettant aux gestionnaires portuaires de concilier développement économique, qualité de vie des riverains et préservation des milieux naturels.

Dans ce cadre, la **CCI du Var** a initié la création du **premier référentiel environnemental européen dédié aux ports à passagers maritimes, fluviaux et lacustres : l'AFNOR SPEC 2407**. Ce référentiel définit un cadre opérationnel pour renforcer la performance environnementale des terminaux, la transparence vis-à-vis des usagers et la cohésion territoriale autour des enjeux de transition écologique.

Les actions menées dans le cadre du projet GREENBAY poursuivent plusieurs objectifs structurants :

- **Renforcer l'acceptabilité urbaine et environnementale** des terminaux à passagers en centre-ville, en réduisant les nuisances et en améliorant l'intégration paysagère ;
- **Fédérer l'ensemble de l'écosystème portuaire** – collectivités, opérateurs, usagers et partenaires institutionnels – autour d'un objectif commun de durabilité ;
- **Mettre en œuvre des solutions concrètes et reproductibles**, adaptées aux réalités locales et climatiques des ports méditerranéens.

Le présent marché contribue directement à ces objectifs à travers la **mise en place de structures végétalisées d'ombrage** sur le terminal passagers de **Toulon Côte d'Azur**, participant à la réduction des îlots de chaleur, à l'amélioration du confort des voyageurs et à la valorisation de l'image environnementale du port. Il s'agit d'une action emblématique de la démarche GREENBAY, conciliant **fonctionnalité, esthétique, biodiversité et exemplarité environnementale**, dans le respect du référentiel AFNOR SPEC 2407.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en fonctionnement de structures végétalisées d'ombrage intégrant un mobilier d'assise (type banc circulaire) sur le terminal passagers Toulon Côte d'Azur.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Nomenclature Européenne (CPV) : 44212320 – structures diverses
03115000 – matières premières végétales – 03451000 - plantes

ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2-1 - FORME DE LA CONSULTATION

La présente consultation est passée en application des articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 2-2 – FRACTIONNEMENT DE LA CONSULTATION

La consultation n'est pas allotie.

ARTICLE 2- 3- VARIANTES

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

ARTICLE 2-4 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La CCI du Var se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 2-5 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des offres. L'offre est irrévocable.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

ARTICLE 3- 1 – MARCHES A BONS DE COMMANDE ET MARCHES SUBSEQUENTS

Sans objet

ARTICLE 3-2 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché sera conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification jusqu'à la fin d'exécution des prestations.

ARTICLE 3-3 –DELAIS D'EXECUTION

Compte tenu du calendrier imposé par le programme Interreg Marittimo, l'installation devra être réalisée dans un délai maximum de 10 semaines à compter de la notification du marché.

ARTICLE 3-4 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Port de Commerce de Toulon côte d'Azur (TCA).

ARTICLE 3-5 – MODALITES DE FINANCEMENT DU MARCHE ET DELAI DE REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement bancaire. Le paiement des sommes dues interviendra sur présentation d'une facture, selon les modalités définies au CCAP, dans un délai de 30 jours. Les modalités de financement du marché sont définies au CCAP et s'exécutent conformément aux prescriptions des articles R.2191-3 à R.2192-36 du code de la commande publique. Le marché est financé sur fonds propres de la concession portuaire de la CCI du Var et s'inscrit dans le cadre du projet « GREEN BAY » du programme Interreg Marittimo financé par l'Union Européenne. Les prix du marché sont fermes. Cession ou nantissement du marché possible.

ARTICLE 3-6 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Sans objet.

ARTICLE 3-7 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES DE RETRAIT

Le dossier de consultation, en application de l'article R.2132-1 du code de la commande publique, contient les pièces suivantes :

- ✓ Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe ;
- ✓ L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- ✓ Les formulaires DC1 et DC2 ;

Le retrait libre et gratuit des dossiers de consultation des entreprises se fait uniquement par voie dématérialisée à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Aucune demande d'envoi du dossier sur support papier ou sur support physique électronique n'est autorisée.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est conseillé au candidat de s'identifier en renseignant le nom de la société, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles modifications, précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse.

Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles. En cas de difficulté quant au téléchargement du D.C.E, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique de la plate-forme.

| |
|-------------------------------|
| MODALITE DE DEVOLUTION |
|-------------------------------|

ARTICLE 4 – MODE DE DEVOLUTION

Le marché sera attribué par le Président de la CCI du Var au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Conformément à l'article R.2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché public ou certains de ses lots plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements

La forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économique, n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire des autres membres du groupement ;

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de la CCI du Var.

ARTICLE 5 –SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les critères relatifs l'appréciation de la candidature sont :

Capacités techniques et professionnelles, capacités économiques et financières en rapport avec l'objet du marché et ses conditions d'exécution.

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères pondérés comme suit :

| CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES | PONDÉRATION |
|---|---------------|
| Critère : Prix | 50/100 |
| Critère : Valeur technique de l'offre appréciée au regard de : | 50/100 |
| - Qualité des structures végétalisées d'ombrage et mobilier associés (descriptif détaillé mettant en évidence la qualité, la résistance aux vents, anti-corrosion, le système d'irrigation des fournitures proposées et ce au moyen de photos, schémas, plans, coupes ...). | 25 points |
| - Qualité écologique et pérennité végétale. | 10 points |
| - Qualité de la méthodologie organisationnelle pour réaliser les travaux d'installation. | 15 points |

Après un premier examen, au sens des articles L.2152-2 et L.2152-4 du code de la commande publique les offres inappropriées et les offres irrégulières pour absence de mémoire technique seront systématiquement éliminées.

La CCI du Var se réserve le droit de régulariser et/ou négocier les offres restantes.

La phase de régularisation/négociation sera engagée par e-mail. La négociation portera sur le prix et la valeur technique. A l'issue, les offres seront classées selon les critères précités conformément à l'article R.2152-6 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Méthodologie de l'analyse :

1) Le critère valeur technique sera jugé de la manière suivante :

| |
|---|
| 0 : renseignement non fourni |
| 10% de la note : Valeur jugée insatisfaisante, car ne présentant pas au vu de l'ensemble des offres, d'avantages ou points positifs pour répondre à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé |
| 25 % de la note : Valeur jugée peu satisfaisante, car présentant au vu de l'ensemble des offres, peu d'avantages ou points positifs pour répondre à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé |
| 50 % de la note : Valeur jugée suffisante car présentant au vu de l'ensemble des offres, suffisamment d'avantages ou points positifs pour répondre de façon adaptée à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé |
| 75% de la note : Valeur jugée bonne et avantageuse car présentant au vu de l'ensemble des offres beaucoup d'avantages ou points positifs pour répondre de façon satisfaisante à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé |
| 100% de la note : Valeur jugée excellente car présentant au vu de l'ensemble des offres le maximum d'avantages ou points positifs pour répondre de façon très satisfaisante à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé |

2) Le critère Prix sera noté comme suit :

Les notes relatives à ce critère seront calculées en fonction de l'écart qui sépare l'offre examinée de l'offre la moins disante en termes de prix qui aura la note de 50, selon la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre examinée} = \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de l'offre examinée}} \times 50$$

L'offre la mieux classée est retenue à titre provisoire par le pouvoir adjudicateur.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans le délai qui lui sera imparti par la CCI du Var les documents visés aux articles R.2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique : Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera alors sollicité par le pouvoir adjudicateur pour produire les documents nécessaires, avant que le marché ne lui soit attribué, et ainsi de suite, tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à sa signature manuscrite (version papier).

MODALITES DE PRESENTATION DES OFFRES

ARTICLE 6 – CONTENU DES OFFRES

La présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée : les candidats doivent ainsi présenter leur candidature et offre par voie électronique exclusivement via le site www.marches-publics.gouv.fr après s'être inscrits.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes. Il peut également utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature

L'attention du candidat est attirée sur le fait que les modèles d'imprimés DC1 et DC2 à utiliser sont ceux mis à jour en date du 1^{er} avril 2019 et joints à la présente consultation.

Les candidats auront à produire un dossier complet entièrement rédigé en français, comprenant les pièces suivantes :

A- DOSSIER CANDIDATURE

Il contiendra l'ensemble des pièces et documents, ci-après énumérés, prévus à l'article R.2143-1 du code de la commande publique.

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique :

- Formulaire DC1 (Lettre de candidature ; désignation du mandataire par ses co-traitants) précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire.
- Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-6 à R. 2142-12 du code de la commande publique :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-13 et R. 2142-14 du code de la commande publique :

- Une liste de références de prestations similaires réalisées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. **Le candidat remplira le tableau fourni à cet effet en annexe n°1 au Règlement de la Consultation.**
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

Conformément à l'article R.2142-3 du code de la commande publique, un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. En application de l'article R.2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Dans ce cas, le candidat devra produire les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement, chaque membre devra fournir un dossier de candidature complet.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, si pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur, à savoir pour le cas présent : **au minimum la fourniture d'une déclaration appropriée de banque.**

B-DOSSIER OFFRE

Il contiendra :

a) L'acte d'engagement dûment complété et daté et ses annexes

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Le candidat a la possibilité de signer électroniquement l'acte d'engagement. Dans la mesure où l'acte d'engagement ne serait pas signé lors de la remise de l'offre, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché s'engage par le simple dépôt de son offre à signer l'acte d'engagement remis à l'appui de son offre. Il sera procédé à la rematérialisation de son offre et qu'il devra fournir un acte d'engagement sous format papier signé en original de manière manuscrite (y compris au cas où son offre aurait été signée électroniquement).

L'acte d'engagement devra être daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui présentent une offre pour le marché, notamment si la soumission est établie sous la forme d'un groupement d'entreprises.

L'acte d'engagement pourra n'être signé que par le mandataire du groupement s'il justifie avoir reçu les habilitations nécessaires à la représentation des autres membres du groupement au stade de la remise de l'offre et de la signature de l'acte d'engagement.

Dans le cas où la personne qui signerait le marché ou un document d'habilitation pour le compte de l'entreprise candidate ne serait pas le dirigeant de l'entreprise juridiquement habilitée à l'engager, elle devra joindre à l'offre la preuve de sa capacité à signer, par la production d'une délégation de pouvoir, établie par la personne juridiquement habilitée à engager l'entreprise.

b) Un mémoire technique comprenant à minima :

- Présentation et descriptif détaillé des structures végétales d'ombrage et mobilier proposées, mettant en évidence la compréhension du besoin, la qualité, la résistance aux vents, anti-corrosion, durabilité, le système d'irrigation des fournitures proposées et ce à l'appui de photos, schémas, plans, coupes (intégration des structures dans son environnement) ..., et toutes informations que le prestataire pourrait trouver utiles.
- Note organisationnelle, modes opératoires proposés pour réaliser les travaux d'installation.
- Une notice relative aux végétaux, indiquant les essences proposées, leur adaptation au climat méditerranéen, le substrat utilisé, les modalités de plantation et le système d'irrigation prévu.

ARTICLE 7 - UNITE MONETAIRE

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire EURO.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PIS

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier ou sur une adresse électronique est nul et non avenu rendant ainsi irrecevable le pli entraînant son rejet sans régularisation.

Les réponses par voie électronique doivent être remises à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Nota : Conformément à l'article R 2151-6 du CCP, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est prise en compte la dernière offre reçue par la CCIV dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats doivent prendre connaissance des du « Guide d'Utilisation » et des pré-requis techniques relatifs au dépôt des candidatures et des offres qui sont détaillés sur la plate-forme PLACE (www.marches-publics.gouv.fr).

Avant toute manipulation sur le site, le candidat peut tester la configuration du poste accessible par le menu « se préparer à répondre tester la configuration de mon poste ».

L'attention des candidats est portée sur le fait que la procédure de dépôt des plis sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics (PLACE) nécessite un certain délai. Il est donc conseillé d'anticiper la transmission électronique de l'offre en vue du respect de la date et de l'heure limites de remise des plis (horodatage)

Si les difficultés se présentent lors du dépôt des plis une assistance est à la disposition des entreprises :

- Un service d'assistance en ligne disponible sur le site www.marches-publics.gouv.fr.
- Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics disponible sur le site www.marches-publics.gouv.fr et par téléphone : 01.76.64.74.07

L'utilisation de la plate-forme nécessite des postes de travail récents :

- disposant de logiciels (OS et Navigateurs) maintenus par leurs éditeurs d'origine,
- disposant des dernières mises à jour logicielles, et notamment des patches de sécurité émis par les éditeurs correspondants.

Il est également conseillé d'éviter dans le nom des fichiers à déposer les caractères spéciaux (ex. : « ; & ; ...). Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la CCI du Var peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Toute transmission électronique peut être accompagnée de l'envoi d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique conformément à l'article R.2132-11 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde devra indiquer le nom du candidat et être placée dans un pli scellé qui portera la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE - « MARCHÉ DE FOURNITURE ET INSTALLATION DE STRUCTURES VEGETALISÉES D'OMBRAGE INTEGRANT MOBILIER D'ASSISE SUR LE PORT DE TOULON COTE D'AZUR (TCA) – Ne pas ouvrir** ».

Il sera adressé à l'adresse ci-dessous par tous les moyens à la convenance du candidat (à l'exception du mail et de la télécopie) permettant de donner date et heure certaine à son dépôt et de garantir sa confidentialité. Il pourra être également être remis à la même adresse contre récépissé :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
Service des Marchés Publics
ZIP de Brégaillon
663, avenue de la 1ère Armée Française
83500 – La Seyne-sur-Mer

Jours et Heures d'ouverture de la CCI du Var : Du lundi au vendredi : de 8H30 à 12H30 et de 14H00 à 17H00.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde et l'arrêté du 14 avril 2023 modifiant l'annexe 6 du code de la commande publique.

Le rejet d'une copie de sauvegarde parvenue au pouvoir adjudicateur après l'expiration du délai de remise des offres n'implique aucunement le rejet de l'offre elle-même, si cette dernière a été reçue par le pouvoir adjudicateur dans les délais prévus par l'avis de publicité.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.
Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.
Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

ARTICLE 9 - DATE ET HEURE DE REMISE DES OFFRES :

La date et heure limite de remise des offres est fixée au : **LUNDI 17 NOVEMBRE 2025 A 16 H 00**

Délai impératif :

Les dossiers dont l'avis de réception électronique émis par la plateforme de dématérialisation serait délivré après la date et l'heure limite fixée ci-dessus ne seront pas retenus.

ARTICLE 10- VISITE DES LIEUX

Le candidat est réputé, avant la remise des offres, avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives à l'exécution des prestations.

Afin de compléter les renseignements généraux donnés dans le présent dossier, le candidat pourra se rendre sur les lieux et procéder à une visite du site objet des prestations.

Le candidat prendra contact à cet effet avec :
CCI du Var – Rose BARTHEMEUF – Chargée de projets
Tel : 06 77 76 59 10
Courriel : rose.barthomeuf@var.cci.fr

La demande de visite devra être sollicitée par e-mail au minimum 48h à l'avance.

Les candidats doivent être diligents et veiller à solliciter cette visite dans le délai leur permettant de s'approprier les contraintes du dossier et de poser leurs éventuelles questions dans les délais mentionnés à l'article 11 du règlement de la consultation afin de remettre leur proposition dans les délais. Le candidat n'ayant pas procédé à la visite des lieux ne saurait faire valoir un manque d'éléments suffisants pour présenter sa meilleure offre technico-financière.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il ne sera répondu à aucune question en cours de visite, toute question doit être posée selon les modalités mentionnées à l'article 11 du présent Règlement de la Consultation.

ARTICLE 11- DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les entreprises pourront, avant la remise de leur offre, obtenir tous les renseignements qui pourraient leur faire défaut sur la connaissance du marché, à condition qu'ils ne soient pas de nature à porter atteinte à l'égalité des candidats.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Renseignement(s) technique(s) et administratif(s) :

Chambre de Commerce et d'Industrie du Var

Service des Marchés Publics

ZIP de Brégaillon

663, avenue de la 1^{ère} Armée Française

83500 – La Seyne-sur-Mer

Correspondant : Madame Sophie PACHECO

Tél. 04.94.22.80.51

Mail : marches.publics@var.cci.fr

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 17h.

Toute demande devra de préférence être effectuée par le biais de la plateforme de dématérialisation, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Si la date limite de remise des offres est reportée, le délai de 10 jours calendaires s'applique sur la base de la nouvelle date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises, 7 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Par ailleurs, les candidats ou soumissionnaires sont tenus de signaler dans les conditions prévues au présent article, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de les léser ou les conduire à renoncer à répondre à la lecture des documents de la présente procédure. A défaut de les avoir signalées, les candidats ou soumissionnaires sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences du dossier de consultation et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du marché.

Les candidats pourront se procurer le CCAG FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 auprès de la Direction des Journaux Officiels, 26, Rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15.

ARTICLE 12- ECHANGES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE

Les échanges avec le candidat (réponses aux questions, invitation à négocier,...) pourront se faire par courriel ou via le profil acheteur PLACE : www.marches-publics.gouv.fr.

En cas d'envoi par PLACE, le candidat recevra, à l'adresse électronique indiquée dans la lettre de candidature, un courriel de « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ».

Le candidat devra vérifier que « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » ne soit pas considéré comme un SPAM et l'intégrer dans sa liste de contacts.

En référence à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, l'opérateur économique procédant à la transmission par voie dématérialisée d'une candidature ou d'une offre est réputé avoir accepté l'utilisation d'un procédé électronique pour l'accomplissement des échanges nécessaires à la procédure objet du présent règlement de la consultation.

La CCI du Var attire donc l'attention des candidats et soumissionnaires sur le soin particulier qu'ils doivent consentir, lors du dépôt électronique de leur candidature et de leur offre, à leur identification sur le profil d'acheteur (la plateforme www.marches-publics.gouv.fr).

En particulier, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure. Le caractère opérant de l'adresse électronique est constitué des 3 conditions cumulatives suivantes :

- L'adresse électronique est correctement saisie dans le formulaire dédié du profil d'acheteur,
- La consultation de la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est effectuée par une ou plusieurs personnes physiques diligentes faisant partie de l'organisation de l'opérateur économique dédiée au traitement de la procédure de marché public,
- La boîte de réception afférente à l'adresse électronique est quotidiennement consultée.

Seule fait foi l'adresse électronique libellée dans le registre de dépôt des plis généré par le profil d'acheteur (émanant de la saisie informatique du candidat/soumissionnaire dans le formulaire dédié du profil d'acheteur). Cette adresse électronique conditionne l'effectivité des échanges intervenant entre l'acheteur et le candidat/soumissionnaire.

En l'absence de la saisie d'une adresse électronique opérante, le candidat/soumissionnaire ne pourra se prévaloir à l'encontre de la CCI du Var d'un défaut d'information ou d'un défaut de formalité requise et des conséquences en résultant.

ARTICLE 13- RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine – CS 40510, 83041, Toulon Cedex 9, F, Téléphone : (+33)4 94 42 79 30, Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr, télécopieur : (+33) 4 94 42 79 89, Adresse internet : <http://www.toulon.tribunal-administratif.fr>.

Introduction de recours et délais :

-Référé précontractuel (Code de Justice Administrative, art. L. 551-1 et s et art. R. 551-1et s). Le juge du référé précontractuel peut être saisi jusqu'à la signature du contrat.

-référé contractuel (Code de Justice Administrative, art. L. 551-13 et s.). Le référé contractuel peut être exercé dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal Officiel de l'union européenne (Joue) ou 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée.

-Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, issu de la jurisprudence " Tarn-Et-Garonne " (CE Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-Et-Garonne, no358994) dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine – CS 40510, 83041, Toulon Cedex 9, F, Téléphone : (+33)4 94 42 79 30, Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr, télécopieur : (+33) 4 94 42 79 89, Adresse internet : <http://www.toulon.tribunal-administratif.fr>.